

SITUATION DU MARCHE DU TRAVAIL EN 2011

Dans un contexte d'augmentation de la population active de 0,8% (96 000 actifs), le marché du travail a été caractérisé au cours de l'année 2011 par une régression de l'emploi dans les secteurs productifs, notamment dans l'industrie qui a perdu 31 000 postes d'emplois contre une création moyenne annuelle, entre 2000 et 2010, de 12 000 postes et dans le secteur de l'agriculture, forêt et pêche qui a perdu 9 000 postes quand il en avait créé 13 000 en moyenne. Le secteur du BTP a créé 30 000 postes d'emplois restant, cependant, en deçà des 48 000 postes qu'il a créés annuellement entre 2000 et 2010 ou encore les 63 000 de la période 2008-2010.

Le plus fort volume d'emplois créés en 2011, avec 114 000 postes, a été enregistré dans le secteur des services. Il a été en particulier le résultat d'activités en majorité informelle et précaire. C'est ainsi que, dans ce volume, 40 000 postes ont été pourvus dans les branches du commerce de détail et réparation d'articles domestiques dont 35 000 dans le commerce hors magasin et 44 000 dans le transport terrestre ; ces emplois étant particulièrement concentrés en zones urbaines et ayant profité exclusivement aux actifs masculins. Au total, 105 000 postes d'emploi ont été créés au cours de l'année 2011 contre une moyenne annuelle de 156 000 au cours de la décennie 2000-2010.

C'est dans ce contexte de l'évolution du marché du travail que doit se lire la baisse du nombre de chômeurs de 9 000 personnes et le léger recul du taux de chômage global de 0,2 point. Par milieu de résidence, ce taux s'est stabilisé en milieu rural et a reculé de 0,3 point en milieu urbain. Ce recul en zones urbaines a profité principalement aux hommes (-0,8 point) et aux sans diplômes (-1,1 point). En revanche, le taux de chômage dans ces mêmes zones urbaines a notablement augmenté parmi les femmes (+1,4 point), les diplômés de niveau supérieur (+1,5 point) et les jeunes âgés de 15 à 24 ans (+0,9 point). Enfin, le sous-emploi, élevé dans les secteurs du BTP et de l'agriculture, a reculé de 1,1 point au cours de l'année 2011.

Légère baisse des taux d'activité et d'emploi

La population active âgée de 15 ans et plus a atteint au cours de l'année 2011, 11 538 000 personnes, soit une hausse de 0,8% par rapport à l'année 2010 (augmentation de 1,6% en milieu urbain et stagnation en milieu rural). Le taux d'activité a baissé de 0,4 point, passant de 49,6% en 2010 à 49,2% en 2011.

En matière d'emploi, 74 000 postes d'emplois rémunérés ont été créés au cours de la période, résultat d'une création de 117 000 postes en milieu urbain et d'une perte de 43 000 postes en milieu rural. L'emploi non rémunéré a enregistré une hausse de 45 000 postes en zones rurales et une perte de 14 000 postes en zones urbaines, soit, au total, 31 000 postes nouveaux. Les créations d'emplois non rémunérés ont été relevées principalement dans le secteur de l'"agriculture, forêt et pêche" (+45 000 postes contre un recul de 14 000 au niveau des autres secteurs).

En conséquence, le volume global de l'emploi est passé de 10 405 000 en 2010 à 10 510 000 en 2011, soit une création nette de 105 000 postes d'emplois (103 000 postes en zones urbaines et 2 000 en zones rurales). Le taux d'emploi est passé, au cours de la même période, de 45,1% à 44,8%. Il a baissé de 0,1 point en milieu urbain (de 37,6% à 37,5%) et de 0,5 point en milieu rural (de 56,2% à 55,7%).

Les services et les BTP à l'origine de la totalité des emplois créés

Au niveau sectoriel, les créations d'emplois ont concerné :

- les "services", avec 114 000 emplois nouveaux, soit une hausse de 2,9% du volume d'emploi du secteur. Les hausses ont concerné principalement les branches du commerce de détail et réparation d'articles domestiques (40 000 postes exclusivement en milieu urbain et dont 35 000 hors magasin) et du transport terrestre (44 000 postes dont 26 000 en milieu urbain) ;
- les BTP avec 30 000 postes d'emploi (soit une hausse de 2,9%) contre une moyenne annuelle de 63 000 au cours de la période 2008-2010 ;
- les "activités mal désignées" avec 1 000 postes.

En revanche, le secteur de l'"industrie y compris l'artisanat" a connu une perte de 31 000 postes d'emplois (soit -2,5%) et celui de l'"agriculture, forêt et pêche", 9 000 postes (soit -0,2%).

En milieu urbain, l'"industrie y compris l'artisanat" a perdu 6 000 postes d'emplois (soit -0,6% du volume d'emploi du secteur) ; pour les autres secteurs :

- les "services", ont créé 83 000 emplois, soit une hausse de 2,6% du volume d'emploi du secteur ;
- les BTP, 16 000 postes d'emploi, soit une hausse de 2,5% ;
- l'"agriculture, forêt et pêche", 9 000 postes, soit une hausse de 3,8% ;
- les "activités mal désignées", 1 000 postes.

En milieu rural, les 2 000 nouveaux postes sont le résultat d'une création de 31 000 postes dans les services (soit un accroissement de l'emploi du secteur de 4,6%) et de 14 000 postes dans les BTP (+3,6%) et d'une régression de l'emploi dans les secteurs de l'"industrie y compris l'artisanat" de 25 000 postes (-10,8%) et de l'"agriculture, forêt et pêche" de 18 000 postes (-0,5%).

Quasi-stagnation du taux de chômage et baisse du taux de sous-emploi

La population active en chômage a régressé de 0,9% au niveau national, passant de 1 037 000 en 2010 à 1 028 000 chômeurs en 2011, soit 9 000 chômeurs en moins. Cette baisse a profité exclusivement aux actifs masculins aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

En conséquence, le taux de chômage est passé de 9,1% en 2010 à 8,9% en 2011. Selon le milieu de résidence, il est passé de 13,7% à 13,4% en milieu urbain et s'est stabilisé à 3,9% en milieu rural.

Les baisses les plus importantes du taux de chômage ont été enregistrées en milieu urbain parmi les hommes (-0,8 point) et les sans diplôme (-1,1 point). En revanche, dans ces mêmes zones urbaines, le taux de chômage a notablement augmenté parmi les femmes (+1,4 point), les diplômés de niveau supérieur (+1,5 point) et les jeunes âgés de 15 à 24 ans (+0,9 point).

Concernant le profil de la population active en chômage, quatre chômeurs sur cinq sont des citadins, deux sur trois des jeunes âgés de 15 à 29 ans, un sur quatre est diplômé de niveau supérieur, un sur deux (51,8%) est primo-demandeur d'emploi et près de deux sur trois chômeurs depuis plus d'une année. Par ailleurs, 24,6% des chômeurs se sont retrouvés dans cette situation suite à l'obtention d'un diplôme, 29,5% suite à l'arrêt de l'activité de leur établissement ou au licenciement et 16,8% suite à l'arrêt des études sans avoir de diplôme.

Concernant le sous-emploi des actifs occupés âgés de 15 ans et plus, son volume a régressé de 1 208 000 en 2010 à 1 106 000 personnes en 2011 (de 515 000 à 490 000 personnes dans les villes et de 693 000 à 616 000 dans les campagnes) et le taux de sous-emploi est passé de 11,6% à 10,5% (de 10,0% à 9,3% dans les villes et de 13,2% à 11,8% dans les campagnes).

INDICATEURS ANNUELS D'ACTIVITE ET DE CHOMAGE PAR MILIEU DE RESIDENCE⁽¹⁾

INDICATEURS	ANNEE 2010			ANNEE 2011		
	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE
<i>(les effectifs en milliers et les taux en %)</i>						
ACTIVITE ET EMPLOI (15 ANS ET PLUS)						
Population active (en milliers)	5 993	5 449	11 442	6 090	5 448	11 538
Taux de féminisation de la population active	21,7	32,5	26,8	21,5	32,5	26,7
Taux d'activité	43,6	58,4	49,6	43,3	58,0	49,2
— Selon le sexe						
• Hommes	70,3	81,1	74,7	70,1	80,5	74,3
• Femmes	18,4	36,9	25,9	18,1	36,6	25,5
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	27,1	46,8	36,2	25,6	46,0	35,0
• 25 - 34 ans	59,1	66,0	61,8	59,4	65,5	61,8
• 35 - 44 ans	57,0	69,7	61,6	57,5	70,0	62,0
• 45 ans et plus	37,1	58,9	45,4	36,7	58,2	44,8
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	38,5	60,1	49,9	38,3	59,8	49,6
• Ayant un diplôme	48,4	51,6	49,1	48,0	50,8	48,6
Population active occupée (en milliers)	5 170	5 235	10 405	5 273	5 237	10 510
Taux d'emploi	37,6	56,2	45,1	37,5	55,7	44,8
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total. Dont :	95,3	58,4	76,7	95,7	57,6	76,7
— Salariés	68,0	41,1	57,7	67,1	38,9	56,6
— Auto-employés	32,0	58,9	42,3	32,9	61,1	43,4
Population active occupée sous employée (en milliers)	515	693	1 208	490	616	1 106
Taux de sous-emploi	10,0	13,2	11,6	9,3	11,8	10,5
CHOMAGE						
Population active en chômage (en milliers)	823	214	1 037	817	211	1 028
Taux de féminisation de la population active en chômage	31,3	16,7	28,3	34,0	17,7	30,6
Taux de chômage	13,7	3,9	9,1	13,4	3,9	8,9
— Selon le sexe						
• Hommes	12,1	4,8	8,9	11,3	4,7	8,4
• Femmes	19,8	2,0	9,6	21,2	2,1	10,2
— Selon l'âge						
• 15-24 ans	31,3	8,4	17,6	32,2	8,7	17,9
• 25-34 ans	19,1	4,4	12,8	19,1	4,4	12,9
• 35-44 ans	7,9	2,0	5,5	7,4	1,8	5,2
• 45 ans et plus	3,2	1,0	2,1	2,7	0,8	1,8
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	8,1	2,4	4,5	7,0	2,3	4,0
• Ayant un diplôme	18,1	11,4	16,7	18,3	11,2	16,7

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique), enquête nationale sur l'emploi.

(1) Pour les définitions des concepts et indicateurs utilisés, se référer au glossaire disponible sur le site web du HCP : <http://www.hcp.ma>

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat

Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma

www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK



البنك المغربي للتجارة الخارجية

Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Résultats de l'enquête de conjoncture auprès des ménages.....	3
Situation du marché du travail en 2011.....	4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Février 2012 N° 176

BULLETIN MENSUEL

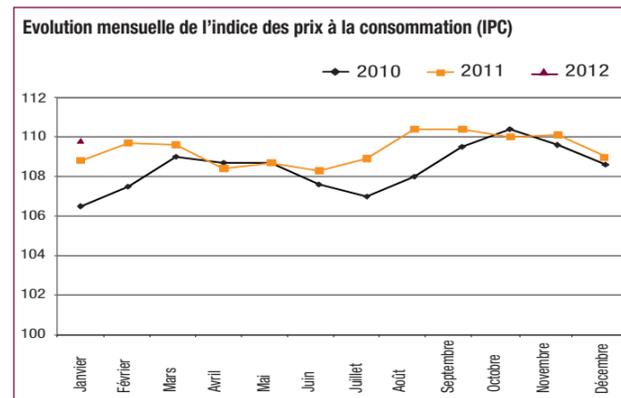
PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a enregistré, au cours du mois de janvier 2012, une hausse de 0,2% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 0,3% de l'indice des produits alimentaires et de

0,1% de l'indice des produits non alimentaires. Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 0,9% au cours du mois de janvier 2012.



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DU MOIS DE JANVIER		
	Dec. 2011	Janv. 2012	Var. %	2011	2012	Var. %
Produits alimentaires	116,0	116,4	0,3	114,6	116,4	1,6
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	116,4	116,9	0,4	115,0	116,9	1,7
Boissons alcoolisées et tabac	108,4	108,4	0,0	108,3	108,4	0,1
Produits non alimentaires	105,0	105,1	0,1	104,7	105,1	0,4
Articles d'habillement et chaussures	107,7	108,2	0,5	105,5	108,2	2,6
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	105,0	105,1	0,1	104,6	105,1	0,5
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,4	107,4	0,0	106,6	107,4	0,8
Santé	103,5	103,5	0,0	103,0	103,5	0,5
Transport	103,5	103,7	0,2	103,0	103,7	0,7
Communications	78,1	78,0	-0,1	89,2	78,0	-12,6
Loisirs et culture	96,5	96,5	0,0	96,5	96,5	0,0
Enseignement	122,1	122,1	0,0	118,5	122,1	3,0
Restaurants et hôtels	112,2	112,4	0,2	109,8	112,4	2,4
Biens et services divers	110,3	110,3	0,0	108,4	110,3	1,8
Indice global	109,6	109,8	0,2	108,8	109,8	0,9

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DU MOIS DE JANVIER		
	Dec. 2011	Janv. 2012	Var. %	2011	2012	Var. %
Agadir	108,5	108,5	0,0	107,9	108,5	0,6
Casablanca	111,2	111,8	0,5	110,1	111,8	1,5
Fès	109,4	109,6	0,2	108,9	109,6	0,6
Kénitra	109,1	109,3	0,2	107,9	109,3	1,3
Marrakech	109,5	109,4	-0,1	108,1	109,4	1,2
Oujda	108,8	108,5	-0,3	109,6	108,5	-1,0
Rabat	107,2	107,3	0,1	107,7	107,3	-0,4
Tétouan	112,3	112,4	0,1	108,6	112,4	3,5
Meknès	111,0	111,9	0,8	109,9	111,9	1,8
Tanger	110,6	110,7	0,1	109,5	110,7	1,1
Laâyoune	109,7	110,8	1,0	108,5	110,8	2,1
Dakhla	108,8	108,0	-0,7	107,7	108,0	0,3
Guelmim	109,5	109,3	-0,2	108,9	109,3	0,4
Settat	110,5	111,1	0,5	109,7	111,1	1,3
Safi	105,2	105,1	-0,1	104,1	105,1	1,0
Beni-Mellal	109,0	109,9	0,8	108,6	109,9	1,2
Al-Hoceima	111,4	111,1	-0,3	110,2	111,1	0,8
Ensemble	109,6	109,8	0,2	108,8	109,8	0,9

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de janvier de l'année 2012, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Tétouan avec 3,5%, à Laâyoune avec 1,0%, à Meknès et Beni Mellal avec 0,8% et à Casablanca et Settat avec 0,5%. En revanche, une baisse a été enregistrée dans plusieurs villes notamment à Dakhla avec 0,7% et à Oujda et Al-hoceima avec 0,3%.

Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré, au cours du mois de janvier 2012 par rapport au même mois de 2011, les hausses les plus élevées à Tétouan avec 3,5%, à Laâyoune avec 2,1%, à Meknès avec 1,8% et à Casablanca avec 1,5% ; et les moins élevées à Dakhla avec 0,3%, à Guelmim avec 0,4% et à Agadir et Fès avec 0,6%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à Oujda avec 1,0% et Rabat avec 0,4%.

Evolution des variations interannuelles de 2010 à 2012

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	Janv./Janv.(1)	LES 12 DERNIERS MOIS (2)
2010	-0,7	0,7
2011	2,2	1,2
2012	0,9	0,8

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen des 12 derniers mois par rapport aux 12 mois précédents.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	2009	2010*	VAR.%
Agriculture			
Elevage			
Abattages contrôlés (poids de viande obtenu en tonne)	202 539	206 250	1,8
Bovins	149 146	151 026	1,3
Ovins	35 981	36 483	1,4
Caprins	13 761	14 452	5,0
Autres	3 651	4 289	17,5

Source : Office National de Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires (ONSSA)

	2010	2011*	VAR.%
Energie			
Production nette d'électricité (millions de KWh)	22 481	23 966	6,6
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	6 328	7 072	11,8
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	14 571	16 130	10,7

Sources : ONE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers.

Echanges extérieurs

	2010	2011*	VAR.%
Commerce Extérieur (FOB/FOB)			
Exportations (en millions de dirhams)	255 105	282 584	10,8
Biens	149 583	170 943	14,3
dont : Vêtements confectionnés	17 814	18 057	1,4
Services	105 522	111 642	5,8
dont : Voyages	56 422	58 670	4,0
Importations (en millions de dirhams)	338 301	399 231	18,0
Biens	275 616	329 693	19,6
dont : Produits énergétiques	68 479	89 838	31,2
Solde commercial	-83 195	-116 647	
Taux de couverture en %	75,4	70,8	
Recettes M.R.E. (en millions de dirhams)	54 387	58 506	7,6

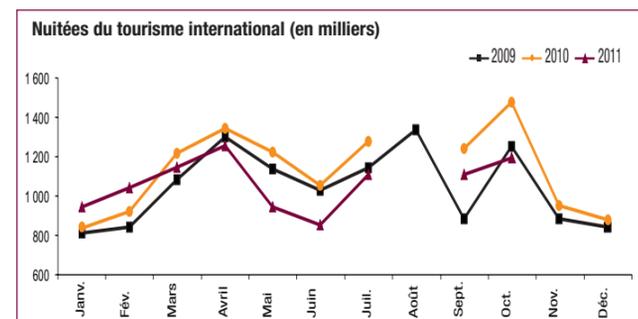
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à octobre		
	2010	2011*	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	15 578	14 667	-5,8
dont : Nuitées du tourisme international (en milliers)	12 106	10 862	-10,3

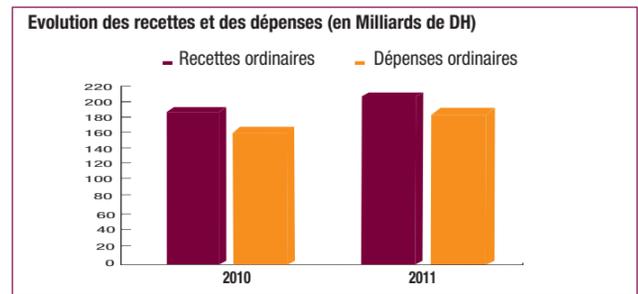
Source : Ministère du Tourisme et de l'Artisanat.



Finances publiques

	2010 ^R	2011*	VAR.%
Recettes ordinaires (en millions de DH)	193 703	212 854	9,9
Dépenses ordinaires (en millions de DH)	162 020	193 529	19,4
Dette publique	17 574	18 234	3,8
Investissement (en millions de DH)	47 031	49 918	6,1
Solde des comptes spéciaux du Trésor (en millions de DH)	-20 416	-19 510	
Déficit / Excédent global (en millions de DH)	-35 764	-50 103	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

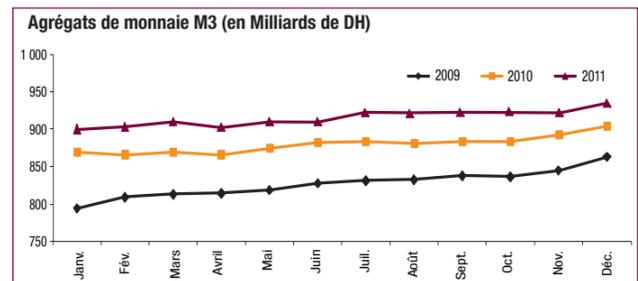


Monnaie

	2010 ^R	2011*	VAR.%
Agrégats de monnaie M3 (en millions de DH)	904 546	966 330	6,8
Agrégats de placements liquides (en millions de DH)	334 472	353 721	5,8
Contreparties de la monnaie (en millions de DH) (1)	855 417	919 739	7,5
Avoirs extérieurs nets	192 620	168 784	-12,4
Créances nettes sur l'administration centrale	91 963	115 044	25,1
Créances sur l'économie	717 953	791 622	10,3
Ressources à caractère non monétaire	132 513	149 422	12,8
Autres postes nets	14 606	6 289	-56,9

(1) Total des contreparties = Avoirs extérieurs nets + Créances nettes sur l'Administration Centrale + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de décembre		
	2010 ^R	2011*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	29 616	18 886	-36,2
Capitalisation boursière (en millions de DH)	579 020	516 222	-10,8
Indice MASI	12 655,20	11 027,65	-12,9
Indice MADEX	10 335,25	9 011,57	-12,8
O.P.C.V.M.	6 JANV. 2012	3 FEV. 2012	VAR.%
Nombre	333	341	2,4
Actifs nets (en millions de DH)	227 210	230 004	1,2

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

RESULTATS DE L'ENQUETE DE CONJONCTURE AUPRES DES MENAGES

Quatrième trimestre 2011

Selon les résultats de l'enquête permanente de conjoncture auprès des ménages, menée par le HCP, l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) aura enregistré, au cours du quatrième trimestre de 2011, une hausse de 9,8 points par rapport au même trimestre de l'année 2010 mais reste légèrement inférieur, de 2 points, à son niveau du troisième trimestre 2011.

Au quatrième trimestre de 2011, l'ICM (non corrigé des variations saisonnières) s'établit à 84,5 points contre 74,7 points au même trimestre de l'année précédente marquant ainsi une hausse de près de dix points. Comparé à son niveau un trimestre auparavant (86,5 points), l'ICM aura enregistré une légère baisse de 2 points.

1. Evolution des composantes de l'ICM

• Niveau de vie au Maroc : attente d'une amélioration

Au cours du quatrième trimestre de 2011, les ménages ont une perception plus optimiste de l'évolution du niveau de vie aussi bien en comparaison avec le même trimestre de 2010 qu'avec le trimestre précédent. Le solde relatif à cet indicateur a augmenté respectivement de 24,5 points et de 1,3 point.

Concernant l'évolution passée du niveau de vie, l'appréciation des ménages s'améliore par rapport au même trimestre de 2010 (+17 points), mais enregistre une détérioration de 6,8 points par rapport au troisième trimestre 2011.

• Hausse du chômage : anticipations moins fortes

Au quatrième trimestre de 2011, près de six ménages sur dix (60,5%) anticipent une hausse du nombre de chômeurs pour les 12 mois à venir. Avec 18,9% qui anticipent plutôt une baisse, le solde de cet indicateur s'établit à un niveau négatif de -41,6 points, soit une quasi stabilité par rapport au son niveau un trimestre auparavant (-41), mais marquant une nette amélioration par rapport au quatrième trimestre de 2010 où il avait atteint -52,3.

• Achat de biens durables : moment peu opportun

Au quatrième trimestre de 2011, 56,5% des ménages considèrent que le moment n'est pas opportun pour faire des achats de biens durables et 18% pensent le contraire. Le solde relatif à cet indicateur s'établit ainsi à -38,5. Il s'inscrit en baisse de 2,1 points par rapport au trimestre précédent mais reste en hausse de 5,8 points par rapport à la même période de l'année précédente.

• Situation financière des ménages : légère détérioration

Par rapport au trimestre précédent, les ménages affichent, au quatrième trimestre de 2011, une appréciation négative de leur situation financière actuelle et de ses évolutions passée et future. Les soldes relatifs à ces trois indicateurs se sont détériorés de 1,4 point, de 3,4 points et de 1,1 point respectivement.

Comparée à la même période de 2010, l'opinion des ménages s'est relativement améliorée, les soldes respectifs ont augmenté de 2,4 points, de 3 points et de 4,6 points.

2. Evolution d'autres indicateurs d'opinion des ménages

En plus des sept indicateurs composant l'ICM, l'enquête fournit des données sur les perceptions

des ménages relatives à d'autres aspects. Ci-après les résultats concernant celles relatives à l'évolution des prix, la capacité des ménages à épargner ainsi que l'évolution de la qualité des prestations administratives et des services de santé et d'éducation, et des droits de l'Homme et de l'environnement.

• Inflation perçue : forte anticipation d'une hausse

Les ménages ont le sentiment que les prix des produits alimentaires ont augmenté et qu'ils augmenteraient davantage dans les 12 prochains mois. En effet, la proportion des ménages qui anticipent une hausse des prix des produits alimentaires au cours des douze prochains mois est restée stable entre le troisième et le quatrième trimestre de 2011 à 75,8 %. Cette proportion était de 73,1% au quatrième trimestre de 2010.

Concernant l'appréciation de l'évolution passée des prix des produits alimentaires, plus de neuf ménages sur dix continuent à croire qu'ils ont augmenté au cours des douze mois précédant l'interview.

• Capacité d'épargne : les ménages toujours pessimistes

Les ménages restent globalement pessimistes quant à leur capacité à épargner dans les mois à venir. Seuls 17,7% des ménages déclarent, au quatrième trimestre de 2011, être capables d'épargner, une proportion quasi identique à celle observée au cours du trimestre précédent (17,5%) ou au même trimestre de 2010 (16,7%).

Par ailleurs, l'analyse de l'évolution, entre 2010 et 2011, de l'opinion des ménages concernant la situation des droits de l'Homme, la protection de l'environnement et la qualité de certains services publics, fait ressortir :

• Situation des droits de l'Homme : opinion positive

En 2011, six ménages sur dix (61,1%) pensent que la situation des droits de l'homme au Maroc s'est améliorée, 28,4% qu'elle a stagné et 10,5% qu'elle s'est détériorée. Le solde relatif à cet indicateur s'établit ainsi à 50,6 points, en hausse de 12,1 points par rapport à son niveau de 2010.

• Protection de l'environnement : perception d'une amélioration

Les ménages étaient légèrement plus nombreux à percevoir une amélioration de la situation en matière de protection de l'environnement, 53,7% en 2011 contre 49,7% en 2010.

• Qualité des prestations administratives : légère détérioration

En 2011, l'opinion des ménages sur l'évolution de la qualité des prestations administratives s'est détériorée, un ménage sur deux (50,7% contre 53,3% en 2010) pense qu'elle s'est améliorée, un sur quatre (contre 21%), qu'elle est restée stable et le reste pense, au contraire, qu'elle s'est détériorée.

• Qualité des services d'éducation et de santé : perception d'une détérioration

En 2011, 41,4% des ménages (contre 37,1% en 2010) pensent que la qualité de l'éducation s'est détériorée, 26,9% (contre 26,5%) qu'elle a stagné et 31,7% (36,4%) pensent qu'elle s'est plutôt améliorée.

Concernant les soins de santé, les ménages étaient également plus nombreux à penser que leur qualité se détériore (46,7% en 2011 contre 44,4% en 2010).

Evolution de l'ICM et de ses composantes

Indicateur	Trimestres															
	T1/08	T2/08	T3/08	T4/08	T1/09	T2/09	T3/09	T4/09	T1/10	T2/10	T3/10	T4/10	T1/11	T2/11	T3/11	T4/11
Indicateur résumé ICM	85,9	77,7	75,6	80,1	76,9	77,6	79,1	79,5	80,1	78,8	78,6	74,7	78,4	85,8	86,5	84,5
Perspectives d'évolution du nombre des chômeurs	-52,1	-56,6	-51,6	-51,1	-51,0	-59,1	-57,9	-57,5	-59,2	-61,0	-56,1	-52,3	-52,4	-46,0	-41,0	-41,6
Evolution passée du niveau de vie en général	-10,4	-25,2	-31,1	-29,4	-36,7	-29,1	-25,7	-26,5	-25,7	-28,6	-27,9	-37,2	-26,1	-17,0	-13,4	-20,2
Perspectives d'évolution du niveau de vie en général	14,4	-11,5	-21,4	-3,5	-9,3	-3,5	0,1	2,2	0,4	2,7	0,2	-11,4	-1,9	18,1	11,9	13,1
Opportunité d'achat	-30,0	-34,3	-37,5	-39,1	-41,8	-46,5	-43,4	-42,6	-34,8	-37,5	-36,0	-44,3	-39,9	-39,0	-36,4	-38,5
Situation financière actuelle des ménages	-33,0	-32,9	-34,4	-33,1	-31,3	-26,9	-28,3	-25,3	-27,5	-27,6	-30,0	-28,1	-30,6	-27,1	-24,3	-25,7
Evolution passée de la situation financière des ménages	-11,8	-11,4	-11,7	-9,5	-18,4	-13,4	-8,3	-11,0	-10,0	-7,9	-7,5	-12,8	-10,5	-8,9	-6,4	-9,8
Evolution future de la situation financière des ménages	23,9	15,6	16,6	26,7	26,8	22,0	17,5	17,1	17,8	11,8	7,8	9,4	10,2	20,4	15,1	14,0
Autres soldes																
Evolution future des prix des produits alimentaires	-74,1	-77,7	-78,9	-49,7	-34,9	-33,5	-50,9	-47,9	-46,5	-56,8	-62,2	-70,2	-73,4	-58,8	-72,6	-73,0
Evolution passée des prix des produits alimentaires	-93,6	-95,9	-98,0	-96,2	-94,0	-87,2	-85,7	-83,3	-79,5	-87,8	-89,7	-90,9	-95,5	-87,2	-89,9	-92,5
Capacité à épargner des ménages dans les mois à venir	-61,2	-61,3	-60,7	-56,7	-56,8	-57,1	-57,8	-58,5	-56,6	-61,1	-67,6	-66,6	-61,7	-63,3	-64,9	-64,7

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la statistique), enquête de conjoncture auprès des ménages.